



Syndicat du bassin versant du Né

Règlement intérieur

SOMMAIRE

Chapitre 1 : Le Conseil Syndical	3
Article 1 : Attribution du conseil syndical	3
Article 2 : Réunions du conseil syndical	3
Article 2.1. Périodicité des réunions	3
Article 2.2. Convocations aux réunions	3
Article 2.3. Lieu des réunions	4
Article 2.4. Ordre du jour	4
Article 2.5. Accès aux dossiers	4
Article 2.6. Questions orales	5
Article 2.7. Questions écrites	5
Article 3 : Tenue des séances du Conseil Syndical	5
Article 3.1 : Présidence	5
Article 3.2 : Secrétariat de séance	6
Article 3.3 : Quorum	6
Article 3.4 : Pouvoirs	6
Article 3.5 : Séance publique et huis clos	7
Article 3.6 : Police de l'assemblée	7
Article 4 : Examen de l'ordre du jour et déroulement des débats	7
Article 4.1 : Déroulement de la séance	7
Article 4.2 : Débats ordinaires	8
Article 4.3 : Débat d'orientation budgétaire	8
Article 4.4 : Suspension de séance	9
Article 4.5 : Amendements, vœux et motions	9
Article 4.6 : Votes	9
Article 4.7 : Clôture des débats	10
Article 5 : Comptes rendus des débats et des décisions	10
	1

Le conseil syndical a adopté son règlement intérieur, par délibération N°892 en date du 27 mai 2026.

Chapitre 1 : Le Conseil Syndical

Article 1 : Attribution du conseil syndical

Le Syndicat du bassin versant du Né est administré par un conseil syndical, composé selon les modalités définies à l'article 5 des statuts.

Le conseil syndical délibère sur toute les affaires de la compétence du syndicat et notamment sur :

- *Le vote du budget, du syndicat et la fixation des taux ou tarifs des taxes ou redevances*
- *L'approbation du compte administratif ;*
- *Les dispositions à caractère budgétaire prises par le syndicat à la suite d'une mise en demeure intervenue en application de l'article L. 1612-15 ;*
- *Les décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée du syndicat ;*
- *L'adhésion du syndicat à un établissement public ;*
- *Toutes Compétences exclusives du conseil syndical en application de l'article L 5211-10 du CGCT.*

Article 2 : Réunions du conseil syndical

Article 2.1. Périodicité des réunions

Le Conseil Syndical se réunit au moins 4 fois par année.

Le Président peut réunir le Conseil Syndical aussi souvent que les affaires l'exigent.

Article 2.2. Convocations aux réunions

Le conseil syndical est convoqué par le Président, conformément au Code Général des Collectivités Territoriales.

La convocation précise la date, l'heure, le lieu de la réunion et les questions portées à l'ordre du jour. Elle est accompagnée d'une note de synthèse relative aux questions portées à l'ordre du jour.

Elle est mentionnée au registre des délibérations, affichée ou publiée.

Elle est adressée par écrit, sous quelque forme que ce soit, au domicile des délégués du Conseil Syndical, sauf s'ils font le choix d'une autre adresse. L'envoi des convocations aux délégués du

Conseil Syndical peut être effectué autrement que par courrier traditionnel, et notamment par voie dématérialisée, à l'adresse électronique de leur choix sous réserve de l'accord signé des délégués.

Elle est adressée aux membres du conseil syndical **cinq jours francs** au moins avant la date de la réunion.

En cas d'urgence, le Président peut abréger le délai de convocation sans pouvoir être toutefois inférieur à un jour franc. Le Président en rend compte ; dès l'ouverture de séance au conseil syndical, qui se prononce sur l'urgence et peut décider le renvoi de la discussion, pour tout ou partie, à l'ordre du jour d'une séance ultérieure.

Le Président est tenu de convoquer le Conseil Syndical, dans un délai maximal de 30 jours, quand la demande motivée lui en est faite par le représentant de l'Etat dans le département. En cas d'urgence, le représentant de l'Etat peut abréger ce délai (cf. art L 2121-9 du CGCT).

Le Président est tenu de convoquer le Conseil Syndical, dans un délai maximal de 30 jours, quand la demande motivée lui en est faite par le tiers au moins des membres du conseil syndical.

Article 2.3. Lieu des réunions

Les réunions du Conseil Syndical se tiennent au siège du syndicat, ou dans tout autre lieu choisi par le Président, sur le territoire du syndicat, dès lors que ce lieu ne contrevient pas au principe de neutralité, qu'il offre les conditions d'accessibilité et de sécurité nécessaires et qu'il permet d'assurer la publicité des séances (cf. art L 2121-9 du CGCT).

Article 2.4. Ordre du jour

Le Président fixe l'ordre du jour ; ce dernier est reproduit sur la convocation.

Les affaires inscrites à l'ordre du jour sont préalablement soumises, pour instruction au bureau, sauf décision contraire du Président, motivée notamment par l'urgence.

Des pièces peuvent être annexées ou remises le jour de la réunion pour permettre une meilleure compréhension et en mesurer toutes les conséquences avant le vote.

Dans le cas où la séance se tient sur demande du tiers des membres du Conseil Syndical, le Président est tenu de mettre à l'ordre du jour les affaires qui font l'objet de la demande.

Article 2.5. Accès aux dossiers

Tout membre du Conseil Syndical a le droit, dans le cadre de sa fonction, d'être informé des affaires du syndicat qui font l'objet d'une délibération.

Durant les 5 jours précédant la réunion et le jour de la réunion, les délégués du Conseil Syndical peuvent consulter les dossiers préparatoires, uniquement au siège du syndicat et aux heures ouvrables.

Si la délibération concerne un projet de contrat ou de marché, le projet de contrat ou de marché accompagné de l'ensemble des pièces peut être mis, sur demande écrite adressée au Président 24 heures avant la date de consultation souhaitée, à la disposition des délégués du Conseil Syndical au siège du syndicat, 5 jours avant la réunion au cours de laquelle il doit être examiné aux fins de délibération.

Dans tous les cas, ces dossiers seront tenus en séance à la disposition des membres du Conseil Syndical.

Toute question, demande d'information complémentaire ou intervention d'un délégué du Conseil Syndical auprès des services du syndicat, devra se faire sous couvert du Président, sous réserve des conditions d'application des articles relatifs au code général des collectivités territoriales.

Article 2.6. Questions orales

En fin de chaque séance du Conseil Syndical, les délégués peuvent poser des questions orales auxquelles le président ou le Vice-président en charge du dossier peut répondre directement. Elles portent sur des sujets d'intérêts relatifs au syndicat.

Elles ne donnent pas lieu à des débats, sauf demande de la majorité des membres du conseil syndical présents, ni à un vote de quelque nature que ce soit.

Les questions orales sont traitées à la fin de chaque séance ; la durée consacrée à cette partie pourra être limitée à 15 minutes au total.

Si le nombre, l'importance ou la nature de ces questions orales le justifient, le Président peut décider de les traiter dans le cadre d'une prochaine séance du Conseil Syndical.

Article 2.7. Questions écrites

Chaque délégué peut adresser, à tout moment, au Président des questions écrites sur toute affaire ou tout problème concernant le syndicat.

Le Président pourra y répondre. Il dispose d'un délai d'un mois pour y répondre. Si une séance du conseil syndical est prévue dans le délai imparti, le Président peut éventuellement y répondre le jour de cette séance, s'il a tous les éléments de réponse nécessaires.

Article 3 : Tenue des séances du Conseil Syndical

Article 3.1 : Présidence

Le Conseil Syndical est présidé par le Président et en cas d'absence par le 1^{er} vice-président ou à défaut par un autre vice-président dans l'ordre figurant dans la délibération relative à l'élection des vice-présidents.

Le Président procède à l'ouverture des séances, vérifie le quorum et la validité des pouvoirs, dirige les débats, accorde la parole, rappelle les orateurs à l'affaire soumise au vote.

Il met aux voix les propositions et les délibérations, décompte les scrutins, juge conjointement avec le secrétaire de séance les épreuves des votes, en proclame les résultats. Il procède s'il y a lieu aux suspensions de séance, met fin aux interruptions prononcées.

Il maintient également l'ordre des discussions et assure la police des séances.

Il prononce la clôture des séances après épuisement de l'ordre du jour.

Article 3.2 : Secrétariat de séance

Au début de chacune de ses séances, le Conseil Syndical nomme un de ses délégués pour remplir les fonctions de secrétaire.

Le secrétaire de séance assiste le Président pour la vérification du quorum et celle de la validité des pouvoirs, de la contestation des votes et du bon déroulement des scrutins. Il contrôle l'élaboration du procès-verbal de séance.

Article 3.3 : Quorum

Le Conseil Syndical ne peut délibérer valablement que lorsque la majorité des délégués ou suppléants en exercice est physiquement présente à la séance. Les pouvoirs donnés par les délégués absents n'entrent pas en compte dans le calcul du quorum.

Le quorum doit être atteint à l'ouverture de la séance mais aussi lors de la mise en discussion de toute question soumise à délibération. Ainsi, si un délégué s'absente pendant la séance, cette dernière ne peut se poursuivre que si le quorum reste atteint malgré ce départ.

Si le quorum n'est pas atteint à l'occasion de l'examen d'un point de l'ordre du jour soumis à délibération, le Président lève la séance et renvoie la suite des affaires à une date ultérieure.

Si, après une première convocation régulière, le Conseil Syndical ne s'est pas réuni en nombre suffisant, le Président adresse aux délégués du Conseil Syndical une seconde convocation à trois jours au moins d'intervalle. Cette seconde convocation doit expressément indiquer les questions à l'ordre du jour et mentionner que le Conseil Syndical pourra délibérer valablement sans condition de quorum.

Les délégués suppléants sont autorisés à assister aux débats avec les délégués titulaires mais ils n'ont voix délibérative que lorsqu'ils remplacent un délégué titulaire absent. Lorsqu'ils ne remplacent pas un délégué titulaire, ils ne peuvent s'exprimer qu'à la demande du Président.

Article 3.4 : Pouvoirs

Un délégué titulaire empêché d'assister à une séance, qui ne peut se faire remplacer par son suppléant, peut donner à un autre délégué (issu du même EPCI-FP que lui) un pouvoir écrit pour voter en son nom.

Un même délégué ne peut être porteur que d'un seul pouvoir. Le pouvoir est toujours révocable.

Le mandataire remet le pouvoir au Président de séance lors de l'appel du nom du délégué empêché.

Un pouvoir peut être établi en cours de séance à laquelle participe un délégué obligé de se retirer avant la fin de la séance.

Afin d'éviter toute contestation sur leur participation au vote, les délégués qui se retirent de la salle des délibérations doivent faire connaître au Président leur intention ou leur souhait de se faire représenter.

Article 3.5 : Séance publique et huis clos

Les séances du Conseil Syndical sont publiques.

Le public est autorisé à occuper les places qui lui sont réservées dans la salle. Il doit observer le silence durant toute la durée de la séance. Toutes marques d'approbation ou de désapprobation sont interdites.

Un emplacement spécial est réservé aux représentants de la presse.

A la demande du Président ou de trois délégués du Conseil syndical, le Conseil Syndical peut décider, sans débat, à la majorité absolue des délégués présents ou représentés, qu'il se réunit à huis clos.

La décision de tenir une séance à huis clos est prise par un vote public du conseil syndical.

Lorsqu'il est décidé que le conseil syndical se réunit à huis clos, le public ainsi que les représentants de la presse doivent se retirer.

Article 3.6 : Police de l'assemblée

Le Président a seul la police de l'assemblée.

Il fait respecter l'ordre et peut faire expulser de l'auditoire tout individu qui le trouble.

Il appartient au Président ou à celui qui le remplace de faire observer le présent règlement.

Article 4 : Examen de l'ordre du jour et déroulement des débats

Article 4.1 : Déroulement de la séance

A chaque réunion, une feuille de présence, à la séance du jour, est signée à leur arrivée par l'ensemble des délégués présents du conseil syndical.

Le Président, à l'ouverture de la séance constate le quorum, proclame la validité de la séance si celui-ci est atteint, cite les pouvoirs reçus.

Il fait approuver le procès-verbal de la séance précédente et prend note des rectifications éventuelles.

Le Président énumère ensuite les affaires inscrites à l'ordre du jour.

Il soumet à l'approbation du Conseil Syndical les points urgents qu'il propose d'ajouter à l'examen du Conseil Syndical du jour.

Le Président peut aussi soumettre au Conseil des « questions diverses », qui ne revêtent pas une importance capitale. Si toutefois l'une de ces questions doit faire l'objet d'une délibération, elle devra en tant que telle être inscrite à l'ordre du jour de la prochaine séance du Conseil Syndical.

Le Président accorde immédiatement la parole en cas de réclamation relative à l'ordre du jour.

Il demande au conseil syndical de nommer le secrétaire de séance.

Le Président rend compte des décisions prises par lui ou le Bureau en vertu de la délégation du Conseil Syndical, conformément aux dispositions de l'article L5211-10 du Code général des collectivités territoriales.

Il aborde ensuite les points de l'ordre du jour tels qu'ils apparaissent dans la convocation.

Article 4.2 : Débats ordinaires

La parole est accordée par le Président aux délégués du Conseil Syndical qui la demandent.

Aucun délégué ne peut prendre la parole qu'après l'avoir obtenue du Président, même s'il est autorisé par un orateur à l'interrompre.

Les délégués du Conseil Syndical prennent la parole dans l'ordre chronologique de leur demande.

Lorsqu'un délégué du Conseil Syndical s'écarte de la question traitée ou qu'il trouble le bon déroulement de la séance par des interruptions ou des attaques personnelles, la parole peut lui être retirée par le Président qui peut alors faire, le cas échéant, application des dispositions prévues à l'article 15 (article relatif à la police de l'assemblée).

Sous peine d'un rappel à l'ordre, aucune intervention n'est possible pendant le vote d'une affaire soumise à délibération.

Article 4.3 : Débat d'orientation budgétaire

Le débat d'orientation budgétaire a lieu dans un délai de deux mois avant l'examen du budget de l'exercice, lors d'une séance ordinaire, après inscription à l'ordre du jour ou lors de la séance réservée à cet effet. Il donne lieu à délibération.

Il permet d'aborder les orientations générales du budget de l'exercice (évolutions prévisionnelles des recettes et des dépenses de fonctionnement et d'investissement), les engagements pluriannuels envisagés ainsi que des informations relatives à la structure et à la gestion de l'encours de dette contractée et des perspectives pour le projet de budget mais aussi les informations relatives à la structure des effectifs.

La suspension de séance est décidée par le Président de séance.

Le Président peut mettre aux voix toute demande émanant de quatre délégués du Conseil syndical.

Il revient au Président de fixer la durée des suspensions de séance.

Article 4.5 : Amendements, vœux et motions

Les amendements ou contre-projets peuvent être proposés sur toutes affaires en discussion soumises au Conseil Syndical.

Les vœux et motions peuvent être proposés sur tous sujets d'intérêts relatifs au syndicat lors d'un Conseil Syndical.

Les amendements ou contre-projets, vœux et motions, doivent être présentés par écrit au Président.

Le conseil syndical décide si ces amendements, vœux et motions, sont mis en délibération, rejetés ou renvoyés à la commission compétente.

Article 4.6 : Votes

Les délibérations sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés.

En cas partage égal de voix, la voix du Président est prépondérante, sauf en cas de scrutin secret.

Les bulletins ou votes nuls et les abstentions ne sont pas comptabilisés.

Le conseil syndical vote de l'une des trois manières suivantes :

- A main levée ; Pour les questions à l'ordre du jour, il est normalement procédé au vote à main levée. Le résultat du vote est constaté par le Président et le secrétaire de séance, et mentionné au registre des délibérations ;
- Au scrutin public : à la demande du quart des délégués présents. Le registre des délibérations comporte le nom des votants et l'indication du sens de leur vote ;
- Au scrutin secret : quand le tiers des délégués présents en fait la demande ou s'il s'agit d'une nomination (élection ; désignation de délégués dans des organismes extérieurs). Dans ce dernier cas, si aucun des candidats n'a obtenu la majorité absolue après deux tours de scrutin secret, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative ; à égalité de voix, l'élection est acquise au plus âgé.

Le conseil syndical peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations ou aux présentations, sauf disposition législative ou réglementaire prévoyant expressément ce mode de scrutin.

Le vote du compte administratif présenté annuellement par le Président doit intervenir avant le 30 juin de l'année suivant l'exercice. Le compte administratif est arrêté si une majorité de voix ne s'est pas dégagée contre son adoption.

Dans les séances où le compte administratif du Président est débattu, le Président doit se retirer au moment du vote.

Article 4.7 : Clôture des débats

Si la discussion paraît épuisée, le Président propose la clôture des débats et sollicite le vote du conseil syndical.

Le Président peut prononcer la clôture des débats à la demande d'un délégué, après accord de la majorité des délégués du comité syndical. Il soumet ensuite la proposition de délibération au vote du conseil syndical.

Article 5 : Comptes rendus des débats et des décisions

Article 5.1 : Registre des délibérations

Les délibérations sont inscrites dans l'ordre chronologique de leur adoption dans le registre réservé à cet effet. Elles sont signées par le Président.

Après chaque séance, est établie la liste des délibérations prises avec leur numéro d'ordre, ainsi que la liste des membres présents avec leur signature ou la mention de l'empêchement de signer.

Les délibérations prises par le conseil syndical sont transmises au contrôle de légalité et affichées au siège social du syndicat.

Les actes à caractère réglementaire sont publiés dans un recueil des actes administratifs.

Article 5.2 : Procès-verbaux

Les séances du Conseil Syndical donnent lieu à l'établissement d'un procès-verbal de l'intégralité des débats sous forme synthétique établi par les services administratifs du syndicat et validé par le secrétaire de la séance concernée.

Une fois établi, ce procès-verbal est tenu à la disposition des délégués du Conseil Syndical qui peuvent en prendre connaissance quand ils le souhaitent.

Chaque procès-verbal de séance est mis aux voix pour adoption à la séance qui suit son établissement.

Les membres du conseil syndical ne peuvent intervenir à cette occasion que pour une rectification à apporter au procès-verbal. La rectification éventuelle est enregistrée au procès-verbal suivant.

Article 6 : Elections, démission et vacances de poste

Article 6.1 : Election et durée des mandats

Chaque collectivité membre désigne des représentants pour siéger au conseil syndical (délégués titulaire et suppléant), conformément à l'article 5 des statuts.

Les délégués titulaires et suppléants sont désignés pour la durée du mandat des membres qui les désignent. Le remplacement des délégués peut être décidé en cours de mandat par le conseil communautaire. Si des délégués sont élus en cours de mandat, leur mandat suit le sort de l'assemblée délibérante qui les a désignés.

Si un délégué perd la qualité au titre de laquelle il a été désigné pour siéger au conseil syndical, il perd de facto le bénéfice de la représentation auprès de ce dernier.

Le mandat des délégués titulaires et suppléants expire lors de l'installation du conseil syndical du syndicat suivant le renouvellement des assemblées délibérantes des membres du syndicat.

Article 6.2 : Démission et vacance de poste

Les démissions des membres du conseil syndical sont adressées au Président. La démission est définitive à réception du courrier par le Président qui en informe immédiatement le représentant de l'Etat dans le département.

Les collectivités membres pourvoient au remplacement de leurs délégués démissionnaires dans un délai de 2 mois à compter de la date de démission de leur délégué.

À défaut pour un membre d'avoir désigné son ou ses délégué(s), il est représenté au sein de l'organe délibérant par son président s'il ne compte qu'un délégué, et par le président et le premier vice-président dans le cas contraire. L'organe délibérant est alors réputé complet.

Il est pris acte du remplacement du délégué démissionnaire par délibération du conseil syndical.

En cas de vacance d'un poste de délégué au sein du conseil syndical, pour quelque cause que ce soit (décès, maladie grave, ...) ; il est pourvu à son remplacement selon la même procédure que pour une démission.

Article 7 : Le Bureau

Article 7.1 : Composition et élection des membres du Bureau

Le bureau est composé du Président, de Vice-Présidents et de membres du conseil syndical, en application de la délibération du conseil syndical fixant sa composition.

Le conseil syndical élit les membres du bureau dans le respect des règles de quorum énoncées à l'article 3.3 (article sur le quorum).

Pour la séance où se déroule l'élection des membres du Bureau, le conseil syndical est présidé par le doyen d'âge du syndicat ; le plus jeune membre faisant office de secrétaire.

Les membres du Bureau sont élus au scrutin secret, à la majorité absolue et selon les modalités déterminées à l'article 4.6 (article sur les votes).

Article 7.2 : Attributions du Bureau

Le Bureau peut recevoir, par délibération du conseil syndical, délégation d'une partie des attributions de celui-ci ; à l'exception des attributions fixées à l'article L5211-10 du CGCT.

Article 7.3 : Réunions du Bureau

Le Bureau se réunit sur convocation du Président, au minimum 4 fois par an pour discuter des affaires courantes ainsi que pour préparer les comités syndicaux. Il peut être réuni, à la demande d'au moins la majorité de ses membres.

Les réunions se tiennent au siège du syndicat ou dans tout autre lieu choisi par le Président dans le périmètre géographique du syndicat.

La convocation, accompagnée de l'ordre du jour est adressée par écrit, sous quelque forme que ce soit, au domicile des membres du Bureau, sauf s'ils font le choix d'une autre adresse. L'envoi des convocations aux membres du Bureau peut être effectué autrement que par courrier traditionnel, et notamment par voie dématérialisée, à l'adresse électronique de leur choix, s'ils en sont d'accord.

Elle est adressée trois jours minimum avant la tenue de la réunion, sauf en cas d'urgence, sans toutefois être inférieur à un jour franc.

Les séances de Bureau ne sont pas publiques.

D'une façon générale, le Président peut inviter, à titre consultatif, ou entendre toute personne dont il estimera nécessaire le concours ou l'audition.

Le Bureau peut délibérer uniquement sur les dossiers pour lesquels il a reçu délégation du conseil syndical.

~~Il ne peut valablement délibérer que si la majorité au moins de ses membres est présente.~~
Tout membre absent ou empêché peut donner un pouvoir à un autre membre du Bureau.
Chaque membre du Bureau ne peut détenir plus d'un pouvoir.

Les décisions sont prises à la majorité des suffrages exprimés. Le vote du Président est prépondérant en cas de partage égal des voix.

Le Bureau délibère normalement au vote à main levée. Lorsqu'il y a lieu de procéder à une nomination ou à la demande d'un des membres présents, le Bureau délibère au scrutin secret.

Le compte rendu de séance est réalisé par une personne désignée en début de séance par le Président et sous sa responsabilité. Il est communiqué aux membres du Bureau par le Président.

Article 8 : Commission d'Appel d'Offre

La commission d'appel d'offres est constituée du Président et des 5 vice-présidents. IL est procédé à l'élection de 5 suppléants issus des élus titulaires du conseil syndical (au nombre égal des vice-présidents).

La composition de cette commission est déterminée par délibération du Conseil Syndical.

Cette commission se réunira pour statuer sur les marchés d'études, de travaux ou de services.

Aux moins le Président et 2 autres membres doivent être présents lors de d'une séance, sinon cette séance est reportée.

Article 9 : Les commissions consultatives

La liste et la composition des commissions sont déterminées par délibération du Conseil Syndical. Elle fixera la durée et l'objet de la commission créée.

Le Président de ces commissions est de droit le Président du Syndicat. Il peut être toutefois être remplacé par un vice-président, qui deviendra rapporteur de la commission. Il sera désigné par les membres du Conseil syndical lors de la validation du titre et de la composition de ladite commission.

Les commissions peuvent entendre des personnes qualifiées.

Chaque délégué du Conseil Syndical a la faculté d'assister, en qualité d'auditeur, aux travaux de toute commission autre que celle dont il est membre après en avoir informé par écrit le président deux jours au moins avant la réunion.

La commission se réunit sur convocation du président.

Il est tenu de réunir la commission à la demande de la majorité de ses membres.

La convocation, accompagnée de l'ordre du jour, est adressée à chaque délégué à l'adresse de son domicile **cinq jours francs** avant la tenue de la réunion.

~~Les séances des commissions ne sont pas publiques, sauf décision contraire prise à la majorité des membres présents.~~

Les commissions n'ont aucun pouvoir de décision. Elles examinent les affaires qui leur sont soumises, émettent de simples avis ou formulent des propositions.

Elles statuent à la majorité des membres présents.

Le vice-président de la commission transmet, dans les dix jours après chaque réunion, un compte-rendu au siège administratif du syndicat.

Article 10 : les comités territoriaux consultatifs

Le Conseil Syndical s'appuie sur 4 Comités Territoriaux Consultatifs (CTC) sur toutes les affaires relevant de sa compétence sur tout ou partie de son territoire.

Le Président de ces CTC est de droit le Président du Syndicat. Il peut être toutefois être remplacé par un vice-président, qui deviendra rapporteur du CTC.

La liste et la composition des CTC peuvent être révisés à chaque élection et sont déterminées par délibération du Conseil Syndical.

Les comités peuvent être consultés par le président sur toute question ou projet intéressant les services publics et équipements de proximité en rapport avec l'objet pour lequel ils ont été institués et ils peuvent transmettre au président toute proposition concernant tout problème d'intérêt intercommunal en rapport avec le même objet.

Ils comprennent toutes personnes désignées pour une année en raison de leur représentativité ou de leur compétence, par l'organe délibérant, sur proposition du président. Ils sont présidés par le président ou un vice-président désigné par le président.

Article 11 : Modification du règlement

Le présent règlement peut faire l'objet de modifications à la demande et sur proposition du Président ou d'un tiers des membres en exercice du Conseil Syndical. Toute modification devra faire l'objet d'une approbation en conseil syndical.